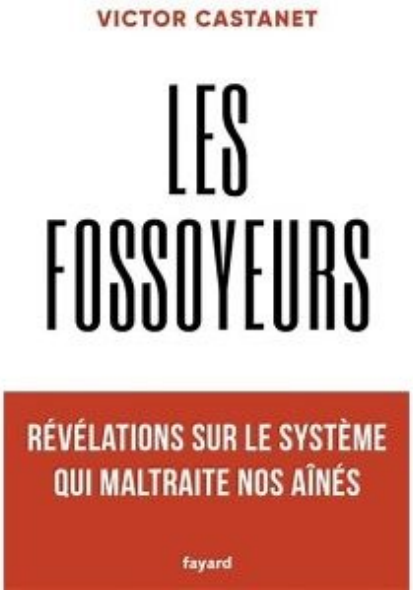
Dossier « Ehpad ».

Une enquête **MédiaChartres,** en collaboration avec plusieurs confrères.



« Nous signalons, la sortie de l'excellent livre de **Victor Castanet** (journaliste) sur le thème.

Résumé
Trois ans d'investigations, 250 témoins, le courage d'une poignée de lanceurs d'alerte, des dizaines de documents explosifs, plusieurs personnalités impliquées…
Voici une plongée inquiétante dans les secrets du **groupe Orpéa**, leader mondial des **Ehpad** et des cliniques. Truffé de révélations spectaculaires, ce récit haletant et émouvant met au jour de multiples dérives et révèle un vaste réseau d'influence, bien loin du dévouement des équipes d'aidants et de soignants, majoritairement attachées au soutien des plus fragiles.
Personnes âgées maltraitées, salariés malmenés, acrobaties comptables, argent public dilapidé… Nous sommes tous concernés. Victor Castanet est journaliste d'investigation indépendant. Durant trois ans, il a résisté à toutes les pressions pour livrer ce document éprouvant, tirant peu à peu les ficelles d'une incroyable enquête. Au nom de son grand-père
https://fr.news.yahoo.com/propos%C3%A9-15-millions-deuros-lauteur-120244335.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9tYWls

MDIub3JhbmdlLmZyLw&guce_referrer_sig=AQAAAAo9vPtLPs0CnUKR2Ppj8YyPYUd3ZDAg-ISKLKibxpzh4wwzZk1ruMfto0OZXTr4XRg-ab8TCeUXG6T6Muf_eBFDM1yZOFw4eCEeDzdh3O6ahDyvYzElQKaBIoTG5pxmdgo9kcXJYajVIRDGdogUFubp7CocvomNaHnFwVppI_kG

Dernière minute: https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee_48268800.html

Le groupe « **KORIAN** » est également visé ! (et pour les mêmes raisons).

La population Française « **vieillissante** » est une « **manne financière**« , pour **les arrivistes sans scrupule**.

Les Holdings foisonnent et développent des résidences séniors, partout sur le territoire.

Elles bénéficient, de subventions de l'État, pour payer le personnel, qui … n'est pas toujours vraiment à la hauteur (lorsque il est présent) !

Elles sont dans un cadre juridique, « **très flou** » et sous « **aucun contrôle** » ?

Les séjours sont très couteux, pour des prestations à minima et discutables (au mieux).

MédiaChartres, appel de ses vœux, une rapide réglementation spécifique, concernant les « **supermarchés du 3ème age**« .

Patrick Maresko

(ci-dessous, une partie de la publication de notre confrère).

Sujet: **Maltraitance en Ehpad : une indignation feinte et insuffisante !**
PAR MATHILDE GOANEC de **Médiapart**:
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 26 JANVIER 2022

-Les pouvoirs publics font mine de découvrir que le puissant groupe **Orpea** se joue des règles dans ses Ehpad. Mais la maltraitance, les conditions de travail dégradées et la répression syndicale sont sur la table depuis des années, sans que jamais le système de financement ne soit remis en cause.
Que ne savaient-ils pas, au juste? Depuis mardi soir et la sortie du livre « **Les Fossoyeurs » de Victor Castanet** sur les **Ehpad** et **Orpea**, le gouvernement pousse des cris d'orfraie et c'est l'affolement général au royaume de l'or gris.
Le groupe Orpea dévisse en Bourse, son directeur général est convoqué manu militari par l'exécutif tandis que le ministre de la santé fait état, devant les parlementaires, de sa volonté de prendre ce sujet avec « gravité et une totale détermination ». Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, «révolté», a, lui, estimé qu'il était «hors de question que de tels agissements puissent être tolérés dans notre pays».

Mais si **le livre de Victor Castanet** sonne par l'ampleur de l'enquête menée, le nombre et l'importance des sources interrogées, la maltraitance et la politique du moindre coût dans certains établissements à but lucratif sont des secrets de Polichinelle, sur lesquels les autorités de santé ferment les yeux.

Et pour cause: après avoir abandonné tout un pan de la dépendance au privé, l'État se retrouve désormais dans l'impossibilité de taper du poing sur la table quand des dysfonctionnements sont mis au jour.

Le cas de l'Ehpad Bords-de-Seine de Neuilly, géré par **Orpea**, est la parfaite illustration de cette hypocrisie générale. **Victor Castanet** en dresse un tableau effrayant en ouverture de son livre. L'établissement, a déclaré le ministre de la santé devant l'Assemblée nationale mardi 25janvier, a fait l'objet «d'une inspection missionnée par l'agence régionale de santé en 2018 sur la base d'allégations moins graves […] donc probablement que l'ARS [agence régionale de santé – ndlr] n'avait pas connaissance des faits établis dans le livre». Mediapart a enquêté sur cet Ehpad il y a quatre ans exactement et publié une longue enquête fin janvier2018. Nous racontions exactement les mêmes horreurs, derrière l'élégante vitrine: les draps trempés d'urine ou d'excréments, ces personnes âgées qu'on laisse comme des enfants négligés des heures durant dans la même couche, ces résidents dénutris ou déshydratés qui, lorsqu'ils tombent la nuit, peuvent rester des heures au sol, faute de personnel. Notre journal a aussi documenté comment, par un drap bloquant la poignée, on enfermait les gens souffrant de démence dans leur chambre payée rubis sur l'ongle pour leur éviter de déambuler.

Mais pour l'**ARS** Île-de-France interrogée alors explicitement sur ces faits en 2018, tout allait très bien, madame la marquise. Toutes les «réclamations» depuis 2016 avaient, selon l'agence, été «examinées»,plusieurs rencontres organisées entre la direction

de l’établissement, l’ARS et le conseil départemental. L’établissement de Neuilly faisait même preuve depuis, nous assurait l’**ARS**, «d’une
attitude positive et constructive». On mesure aujourd’hui le résultat.

Mediapart a également appris que le ministère du travail a retoqué le licenciement d’une déléguée
du personnel l’an dernier, exerçant comme aide soignante à l’Ehpad Bords-de-Seine, signe sans doute d’une parfaite harmonie sociale.

Depuis le début de la crise du Covid, à l’échelle du groupe, cinq droits d’alerte ont été déposés par la **CGT** et portés à la connaissance de l’**inspection du travail**.

Ce syndicat dénonce également depuis de longues années auprès **des organismes de Sécurité sociale**
Cramif et Carsat le nombre anormal d’accidents du travail et de licenciements pour inaptitude. Un peu partout en France, devant les **ARS**, les salarié·es manifestent et «déballent»,rappelle **Guillaume Gobet**, délégué syndical **CGT** d**Orpea.** Sans parler des familles qui multiplient les courriers et trépignent devant l’incurie manifeste.

Olivier Véran a également promis, mardi 26 janvier 2022, de diligenter si besoin une enquête approfondie sur les pratiques du groupe Orpea. Là encore, des pages et des pages d’archives sont disponibles, rien que dans notre journal, sur sa conduite et celles de ses concurrents.

Le ministre pourrait aussi se renseigner auprès de ses propres administrations de contrôle, si le gouvernement auquel il appartient et les précédents
ne les avaient pas peu à peu désarmées. Les dossiers de litiges concernant **Orpea** s’empilent dans les **inspections du travail**, mais ce service public est exsangue et peine de plus en plus à remplir ses missions.

Les **ARS**, bras armés du ministère en matière de santé dans les régions, ne sont pas plus offensives, et notamment dans leurs missions de contrôle de
l’utilisation des deniers puisque, on ne le répétera jamais

assez, une bonne partie du business d'**Orpea** (comme celui des non moins problématiques **Korian** ou DomusVi) repose sur de l'argent public.

C'est l'affaire dans l'affaire, révélée par **Mediapart** La question dépasse bien largement le seul sujet **Orpea**. Les Ehpad perçoivent en effet chaque année une «**enveloppe soins**» de la part de l'assurance maladie et une autre au titre de la «**dépendance**» de la part des départements. **Orpea**, numéro un mondial des maisons de retraite, **a reçu, en 2020 350millions d'euros de la part de l'assurance maladie**, seulement pour «**l'enveloppe soins**», d'après les chiffres de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (**CNSA**), transmis à **Mediapart**.

Si l'on en croit **Victor Castanet, Orpea** était prêt à payer très cher pour éviter que ces questions ne soient posées sur la place publique et arrachées aux seuls arbitrages des politiques et des cabinets. Dans son livre, notre confrère raconte qu'un «analyste financier […] p**roche du fondateur d'Orpea» aurait proposé d'acheter son silence: «Et s'il vous file 15millions d'euros** ? Je dis ça comme ça. Ça peut être une solution.»

Source et texte (partiel): Mediapart, retrouvez l'intégralité du sujet dans les colonnes du quotidien.

https://www.mediapart.fr/